

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 02 au 08 avril 2026

Le chancelier fédéral Friedrich Merz salue l'accord sur un cessez-le-feu dans la guerre en Iran. Dans un communiqué, le gouvernement allemand a remercié le Pakistan pour son rôle de médiateur dans cet accord. L'objectif est désormais de parvenir, dans les prochains jours, à une fin durable du conflit, ce qui, selon Berlin, ne pourra se faire que par la voie diplomatique. D'après Merz, ces négociations sont essentielles pour protéger la population civile iranienne et garantir la stabilité de la région. Elles pourraient également permettre d'éviter une grave crise énergétique mondiale. Le gouvernement allemand affirme ainsi soutenir pleinement les efforts diplomatiques et rester en contact étroit avec les États-Unis et ses autres partenaires. « L'Allemagne contribuera, de manière appropriée, à garantir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz », a ajouté le chancelier. Cet appel de Merz à une désescalade diplomatique prend une résonance particulière en Allemagne, alors que le pays subit de plein fouet les effets de la crise énergétique. Les prix à la pompe s'envolent : le diesel a ainsi atteint un niveau record cette semaine, dépassant les 2,50 € le litre, et ce malgré l'instauration la semaine dernière par le gouvernement d'un mécanisme d'encadrement limitant les hausses de prix à une seule fois par jour, à midi.

En Allemagne, une disposition méconnue de la réforme du service militaire, entrée en vigueur début 2026, impose désormais aux hommes âgés de 17 à 45 ans de signaler à l'armée tout séjour à l'étranger de plus de trois mois. Concrètement, ils doivent obtenir une autorisation auprès de la Bundeswehr pour partir ou prolonger leur séjour hors du pays. Cette règle n'est pas nouvelle : héritée de la guerre froide, elle ne s'appliquait jusqu'ici qu'en cas de « situation tendue » ou de risque d'« attaque imminente » et permettait aux autorités de savoir où se trouvaient leurs citoyens en cas de crise. Suspendue en 2011 en même temps que la conscription obligatoire, la réforme en fait désormais une obligation permanente dans un nouvel alinéa, y compris en temps de paix — une évolution passée inaperçue jusqu'aux révélations du *Frankfurter Rundschau* ce week-end, qui ont déclenché un fort émoi dans l'opinion. Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre de la Défense Boris Pistorius (SPD), cherche à rassurer la population en précisant que, tant que le service militaire reste volontaire, l'autorisation sera accordée automatiquement et sans conséquences concrètes, aucune sanction n'étant prévue en cas de non-respect. Des aménagements sont également prévus pour limiter la charge administrative induite par cette obligation. Boris Pistorius défend cette mesure, la qualifiant de précaution en vue d'une situation de crise ou de guerre, où le service militaire pourrait être réintroduit de manière obligatoire. A cette fin, une directive administrative correspondante doit être adoptée dans le courant de la semaine, en complément de la nouvelle loi sur le service militaire. L'objectif principal de la réforme reste d'augmenter les effectifs de la Bundeswehr en recrutant des volontaires pour passer de 180 000 à 260 000 soldats d'ici 2035.

Oliver Blatt, le président du GKV-Spitzenverband (l'organisme des caisses d'assurance maladie obligatoires en Allemagne), se prononce en faveur d'une hausse des taxes sur le tabac et l'alcool, estimant qu'il est préférable de renchérir ces produits que de financer les maladies qu'ils provoquent. Il soutient également l'idée de taxer les boissons sucrées et de mieux encadrer certaines dépenses médicales, par exemple en

demandant un second avis avant des opérations coûteuses. Ces propositions s'inscrivent dans un contexte de réforme du système de santé, qui est confronté à un déficit de plusieurs milliards d'euros. La ministre Nina Warken doit désormais étudier ces recommandations. En revanche, il rejette certaines pistes d'économies, comme la remise en cause de la couverture gratuite pour certains conjoints, et critique les menaces de certains médecins de réduire les consultations. Il envisage aussi une baisse du nombre de caisses dans les années à venir.

Wolfgang Kubicki, vice-président du parti libéral (FDP) depuis 2013 et vice-président du Bundestag de 2017 à 2025, a annoncé sa candidature à la présidence de ce dernier. Dans des déclarations publiques, il a souligné qu'il proposait aux députés un programme visant à remettre le parti sur la voie du succès. Il a affirmé qu'il ferait tout son possible pour ramener le parti au succès, soulignant que son expérience politique de longue date l'aiderait à y parvenir. Sa candidature donne lieu à une course passionnante à la présidence. Henning Höne, chef du groupe parlementaire et chef de file régional en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, est considéré comme un adversaire sérieux. Ce dernier prône un « nouveau départ » au sein du parti et exige que le FDP soit dirigé par une nouvelle génération. Face à la candidature de Kubicki, le président sortant du parti, Christian Dürr, a retiré la sienne. Il a déclaré que le FDP ne pouvait réussir qu'en tant qu'entité unie et a annoncé qu'il soutenait Kubicki. Dürr se montre confiant quant à la capacité de Kubicki à remettre le parti sur la voie du succès, estimant qu'il possède le potentiel nécessaire.

Le député du gouvernement allemand à la lutte contre l'antisémitisme, Felix Klein, a vivement critiqué un projet de manifestation pro-palestinienne prévu sur le site de Buchenwald, à l'approche de la commémoration de la libération du camp. Des militants, notamment issus de milieux d'extrême gauche, entendent organiser une action intitulée « Kufiyas in Buchenwald » pour protester contre Israël. Cette initiative suscite une vive controverse, d'autant que certains groupes impliqués sont soupçonnés de sympathies envers le Hamas. Felix Klein dénonce une instrumentalisation inacceptable d'un lieu de mémoire, où des milliers de personnes ont été assassinées. Il annonce qu'il participera lui-même à la cérémonie commémorative ce 12 avril pour afficher son soutien à la direction du mémorial et défendre le respect dû aux victimes.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



L'ancien ministre allemand **Christian Schwarz-Schilling** est décédé à l'âge de 95 ans. Figure de la CDU, il a été ministre des Postes et Télécommunications entre 1982 et 1992 sous Helmut Kohl. Il a marqué cette période par la modernisation du secteur, notamment en lançant la privatisation de la poste, en séparant les services (Post, Postbank, Telekom) et en développant la télévision par câble. Député au Bundestag pendant plus de vingt ans, il s'est aussi distingué par son engagement international, en particulier en Bosnie-Herzégovine, où il a œuvré pour la paix et les droits humains, notamment pour les Nations Unies. La CDU salue la disparition d'un homme d'État majeur, dont l'action a profondément contribué à moderniser l'Allemagne et à défendre des valeurs démocratiques fortes.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

300



Deux ans après la légalisation partielle du cannabis en Allemagne, environ 300 clubs de culture ont été autorisés à l'échelle nationale, soumis à des règles strictes et des contrôles réguliers. Si le marché noir montre des signes de contraction, des ministres conservateurs, dont Alexander Dobrindt (CSU, Intérieur) et Nina Warken (CDU, Santé), critiquent la loi, la jugeant floue entre usage récréatif et médical, et réclament des ajustements. Ils pointent du doigt une prolifération d'offres peu encadrées et exigent de « corriger le tir ». Un rapport d'expert de trois universités allemandes conclut qu'il n'y a pas eu d'augmentation massive de la consommation, tout en mettant en lumière des manquements dans les programmes de prévention. La ministre de la Famille Karin Prien (CDU) insiste sur la nécessité de renforcer les mesures de protection des jeunes et de revoir la régulation du marché.